



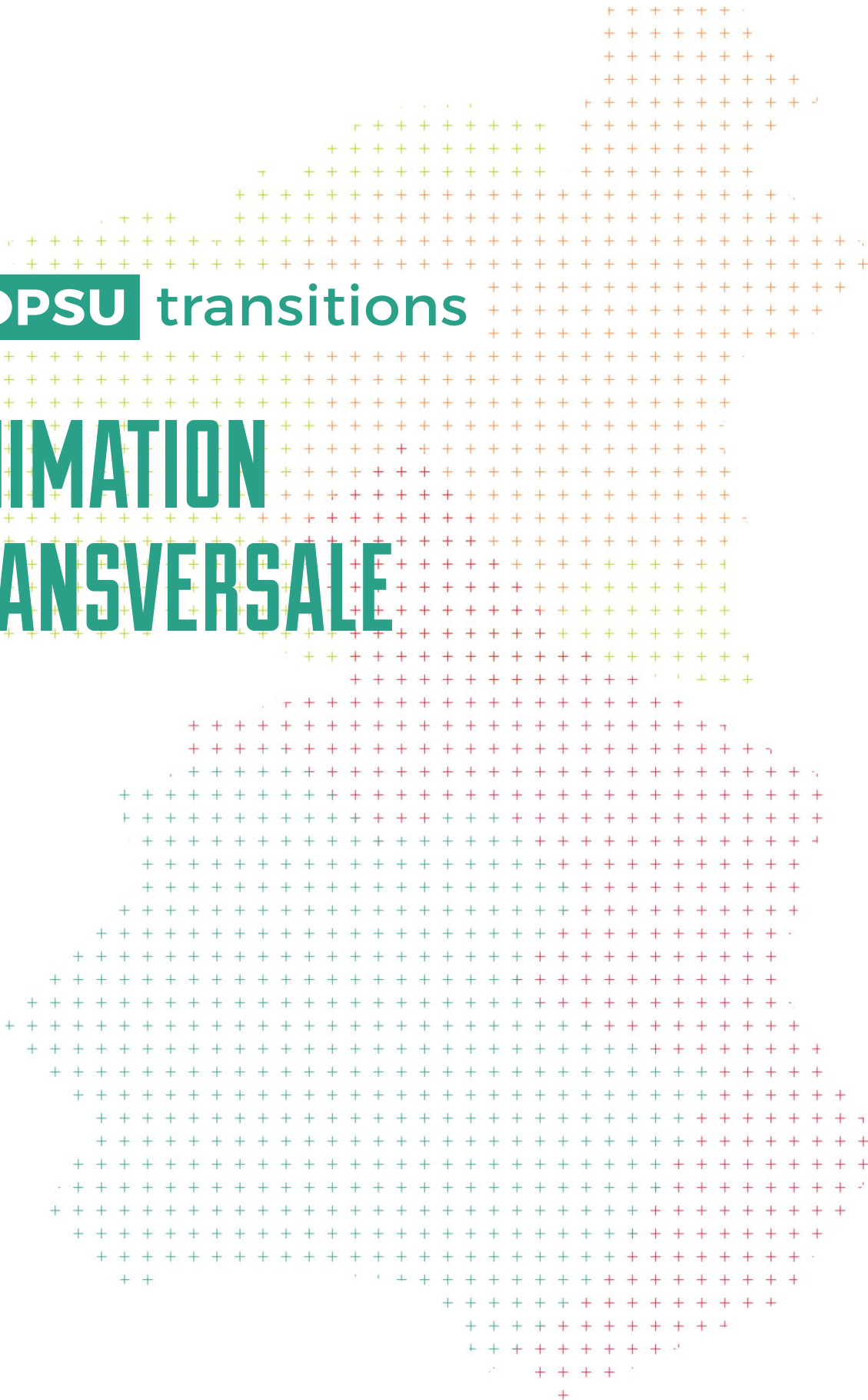
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

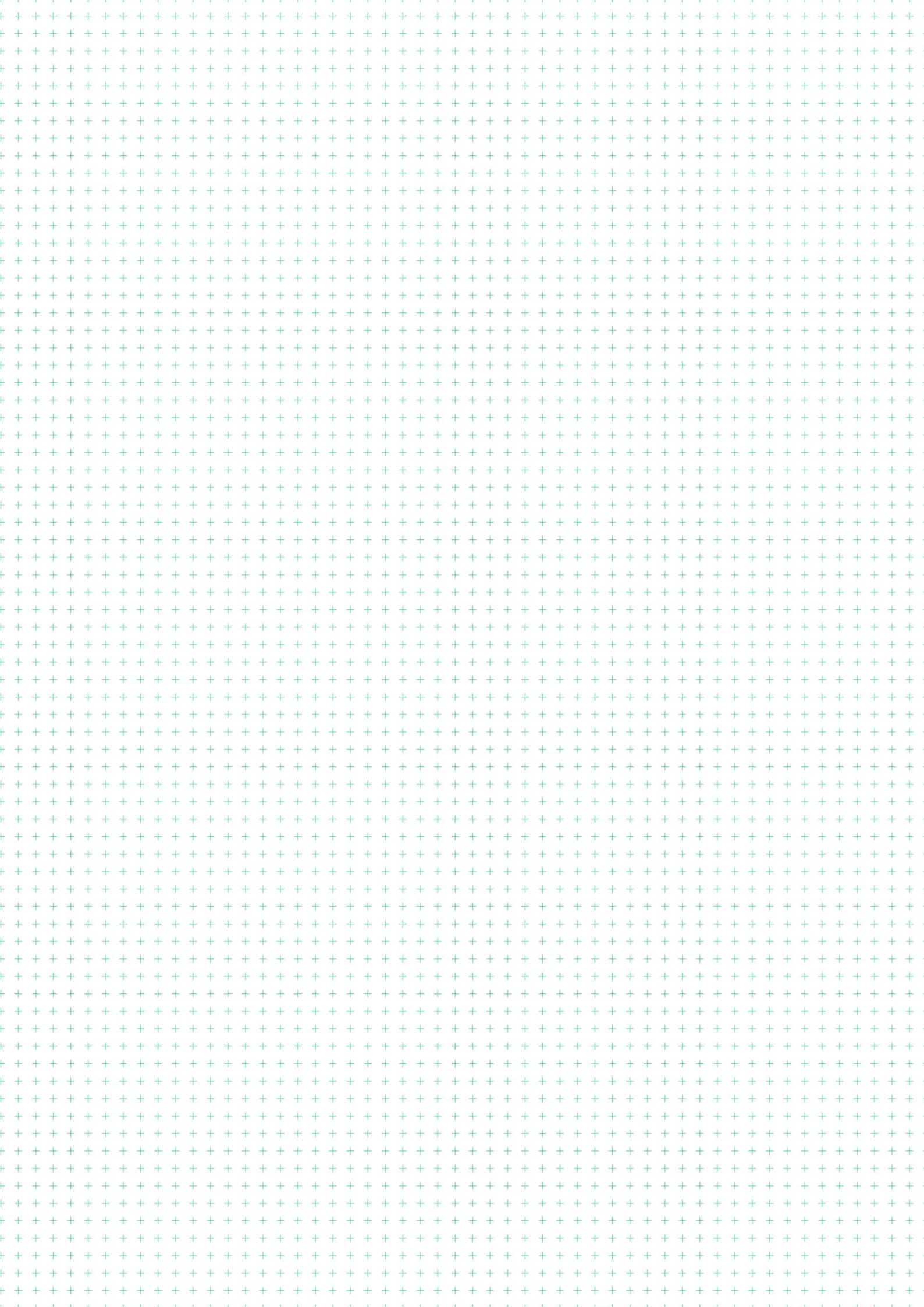
*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains

POPSU transitions

**ANIMATION
TRANSVERSALE**





Sommaire

Introduction	4
par Marie-Christine Jaillet	
Les plateformes <i>POPSU Transitions</i>	6
Cartographie 2025	6
Les thèmes des plateformes	7
Rencontres nationales	9
Séminaire d'Arc-et-Senans	10
Campus 2025	12
Ateliers nationaux	14
Atelier « Gouvernance et politisation de la transition »	15
Atelier « Les données et les instruments »	17
Atelier « La question sociale à l'épreuve de la transition »	20
Atelier « La transition peut-elle être territorialisée ? »	23
Atelier « Le grand projet urbain : entre deux cycles métropolitains »	25
Cycle de séminaires	27
Interroger la transition	
Jeune recherche	28
Réseau doctoral <i>POPSU</i> et Chaire Arpenter	
Groupe de travail	31
Internationalisation de <i>POPSU</i>	
La valorisation <i>POPSU Transitions</i>	33
Les partenaires	35
Le conseil scientifique	37

Janvier 2025



Marie-Christine Jaillet

Coordinatrice des responsables
scientifiques nationaux
de *POPSU Transitions*

CONSTRUIRE L'« EFFET PROGRAMME » PAR LA TRANSVERSALITÉ

Le programme de recherche-action *POPSU Transitions* se déploie dans 23 plateformes qui observent, documentent et accompagnent la manière dont les principales agglomérations urbaines françaises, appréhendées à l'échelle du grand territoire dans lequel elles s'insèrent, se saisissent des enjeux de la transition socio-écologique – dans ses différentes composantes et interactions avec les enjeux sociaux, économiques culturels et démocratiques – et y répondent.

Il s'agit en particulier de décrire la transformation des politiques publiques, qui peuvent être confrontées à la nécessité de ruptures, mais qui semblent plutôt marquées par des inflexions et adaptations négociées, d'en comprendre les logiques comme les freins, pour mieux les construire et mettre en œuvre.

Dans un contexte général de réchauffement climatique, de fragilisation des écosystèmes et d'exigence de sobriété, le degré de vulnérabilité des villes et de leur environnement varie, selon leur géographie, leur dynamique socio-démographique et leur économie. C'est pourquoi les questions dont se sont saisies chacune des plateformes, en lien avec les enjeux propres à leur territoire, dessinent un très large éventail de problématiques scientifiques et d'action.

À l'ambition d'accompagner et de valoriser les travaux de chacune des plateformes, s'est ajoutée celle de construire un « effet programme » par des rencontres nationales comme le Forum et le Campus, qui favorisent l'interconnaissance et les échanges formels et informels, par le développement d'axes de recherche ou de coopérations inter plateformes. L'« effet programme » s'appuie aussi sur la mise en place d'un programme d'animation scientifique national et transversal porté par les responsables scientifiques nationaux du Conseil scientifique qui accompagne le programme *POPSU Transitions*.

Ce programme d'animation national vise en premier lieu à nourrir les travaux des plateformes par un cycle de conférences permettant d'approfondir la compréhension des enjeux de la transition socio-écologique et des débats/controverses qu'elle suscite. En second lieu, il vise, par l'organisation d'ateliers nationaux, à développer des réflexions communes : méthodologiques

d'une part, autour de l'enjeu des données et indicateurs, crucial pour mesurer et décrire la transition et ses effets ; sur des thématiques partagées d'autre part, alimentées par les recherches menées localement.

L'ambition de ces ateliers thématiques est à la fois de capitaliser les résultats des travaux de terrain, de les confronter et de construire un propos commun, de portée plus générale, mobilisant, si besoin est, d'autres expertises scientifiques ou professionnelles que celles réunies dans les plateformes. Ce travail d'élaboration d'un propos commun alimentera la compréhension et le savoir sur les conditions, modalités et effets de la transition socio-écologique. Il contribuera également aux débats auxquels elle donne lieu à l'échelle nationale comme européenne.

Y parvenir à cette échelle, que ce soit sur les scènes académiques ou sur celles issues des réseaux d'échanges entre collectivités ou acteurs de la transition, suppose de trouver les bons chemins d'accès pour y rendre visibles les travaux du programme *POPSU Transitions* afin qu'ils participent à ces mises en discussion. Ce sera l'objet d'un groupe de travail.

Enfin, le souci de structurer un réseau des doctorantes et doctorants qui, par leurs travaux participent au renouvellement des problématiques de recherche, nous a conduit développer à leur intention une série d'activités spécifiques, outre la possibilité qui leur est donnée de participer à l'ensemble des activités. L'objectif ainsi recherché est de mieux les intégrer dans les dynamiques collectives des programmes *POPSU Transitions* et *POPSU Territoires*.

Il ne s'agit donc pas simplement, par les propositions qui suivent, « d'animer » le programme *POPSU Transitions* dont les travaux conduits sur chacune des plateformes suffiraient largement à le faire vivre (!), mais bien de tenir l'ambition de dépasser leur caractère monographique, de mobiliser les ressources intellectuelles de la communauté scientifique et d'action que constituent les plateformes pour remettre au travail les matériaux accumulés aux fins d'un effort commun de conceptualisation et de leur publicisation. Cela suppose d'avoir l'exigence de formaliser l'ensemble des réflexions que ces divers ateliers autoriseront en portant une grande attention à leurs supports de valorisation et de mise en circulation.

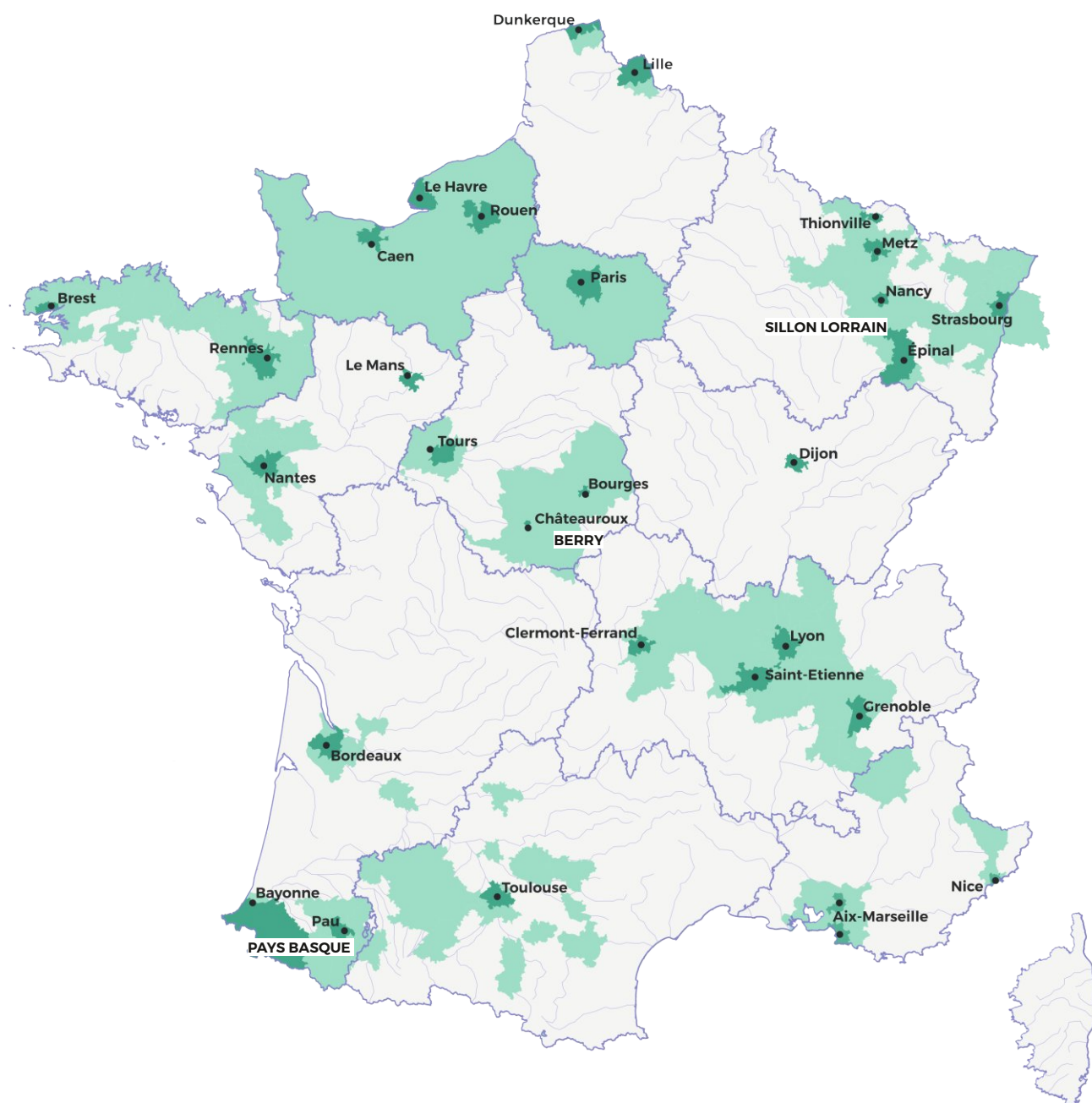
À l'heure où la quasi-totalité des plateformes est désormais installée et leurs travaux engagés, il est temps de s'attacher à donner de la consistance à cet « effet programme » revendiqué. Aussi, les propositions de travail qui peuvent y contribuer pour l'année 2025 sont-elles décrites ci-dessous. Elles s'adressent à l'ensemble des membres des plateformes : chercheuses et chercheurs, doctorantes et doctorants, acteurs et actrices, élues et élus, etc. Nous verrons comment les poursuivre et/ou les renouveler pour l'année 2026.

J'espère que chacune et chacun y trouvera de quoi satisfaire ses envies d'échange et de discussion.

Marie-Christine Jaillet

Il ne s'agit donc pas simplement
« d'animer » le programme
POPSU Transitions, mais bien de
tenir l'ambition de dépasser son
caractère monographique, de
mobiliser les ressources
intellectuelles de la communauté
scientifique et des acteurs que
constituent les plateformes, afin
de remettre au travail les
matériaux accumulés.

LES 23 PLATEFORMES POPSU TRANSITIONS



■ Périmètre d'étude des agences d'urbanisme
et des coopérations inter-territoriales

■ Périmètre des intercommunalités

Sources : Fnau, Agences d'urbanisme

LES THÈMES DES PLATEFORMES

AIX-MARSEILLE PROVENCE MÉTROPOLE

Intensifications métropolitaines : Quelle(s) intensification(s) désirable(s) et solidaire(s) pour le territoire d'Aix-Marseille Provence, métropole plurielle ?

SYSTÈME TERRITORIAL DU BERRY

Un système territorial à réinventer autour des transitions sanitaires et environnementales

BORDEAUX MÉTROPOLE

Cultiver la transition, la métropole au TAF (Territoires, acteurs, filières)

BREST MÉTROPOLE

La métropole écosystème : le projet stratégique urbain brestois pour explorer la manière d'habiter ensemble le territoire en 2050

MÉTROPOLE DE CAEN

Faire territoire autour de la sobriété énergétique

CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Quelles cultures pour s'adapter au changement global et recomposer nos territoires de vie ?

DIJON MÉTROPOLE

Comprendre et animer la circularité entre modes de vie et politiques publiques

COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE

Faire de la société civile un moteur de la résilience hydrique du territoire : se doter d'une ambition prospective partagée sur le rapport à l'eau sur un territoire de polder

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Explorer les conditions d'une transition écologique métropolitaine

GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLE

Retrouver les voi(es)x de l'eau

LE MANS MÉTROPOLE

Adapter l'action publique métropolitaine aux défis des transitions

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Métropole jeune, agricole et au carrefour de l'Europe en transitions : enjeux sociaux, alimentaires et de mobilité

MÉTROPOLE NICE-CÔTE-D'AZUR

Hériter de la Riviera française à l'heure des bouleversement écologiques : du paysage fantasmé au paysage aménagé

MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

Métropole fluviale en transition

GRAND LYON MÉTROPOLE

Les reconversions métropolitaines

NANTES MÉTROPOLE

La vie ordinaire dans les espaces-temps périmétropolitains

COMMUNAUTÉ DU PAYS BASQUE

Inspiration culturelle et bio-inspiration

RENNES MÉTROPOLE

Changer d'échelle : la coopération territoriale à l'épreuve des transitions écologiques à Rennes et en Haute Bretagne

SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE

Les mobilités métropolitaines, leviers de transition(s)

PÔLE MÉTROPOLITAIN EUROPÉEN DU SILLON LORRAIN

Une gouvernance hybride de la ressource en eau

EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Les enjeux du (re)développement logistique

TOULOUSE MÉTROPOLE

Le confort métropolitain, pivot des transitions ?

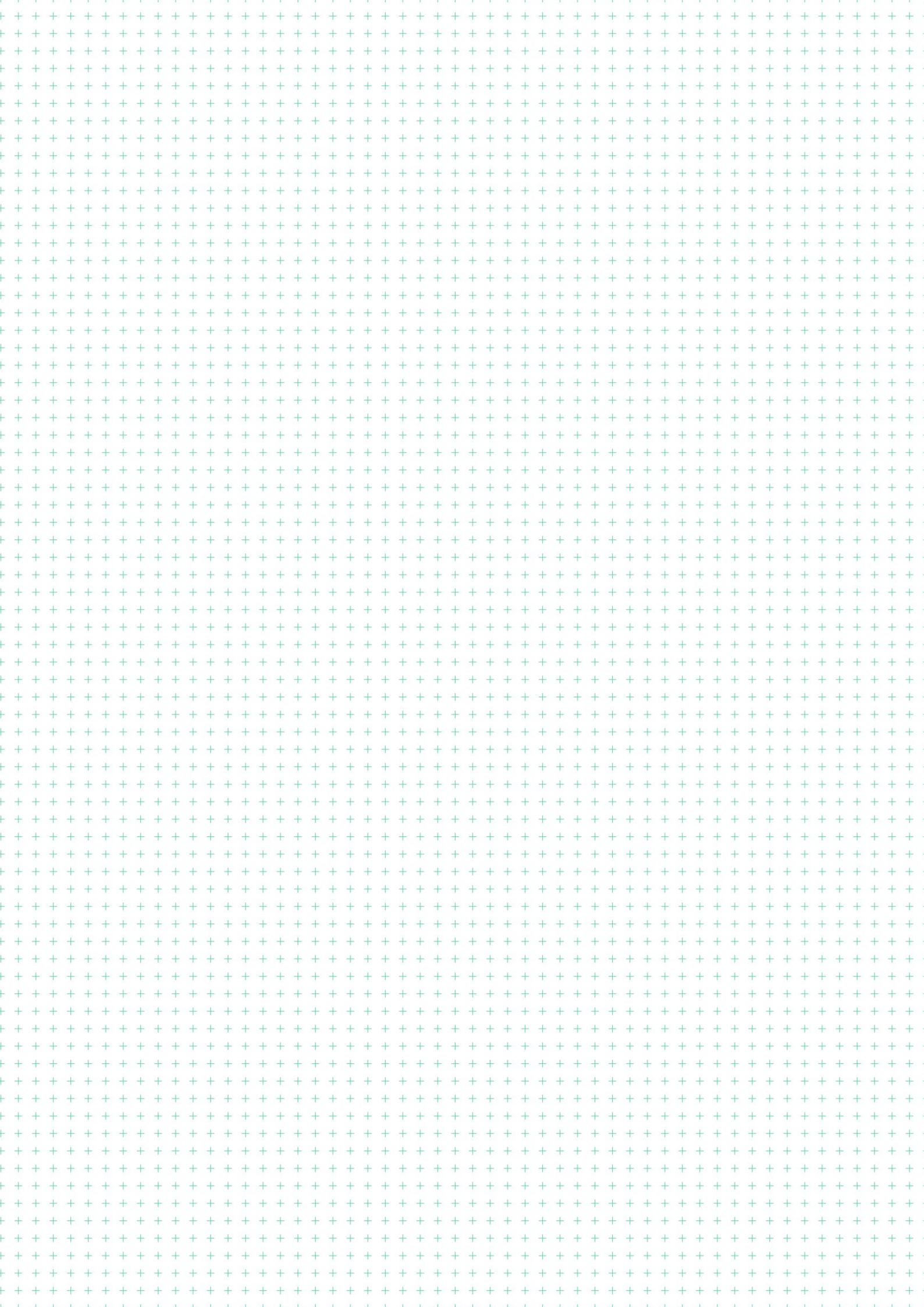
TOURS MÉTROPOLE VAL-DE-LOIRE

La grande trame brune : du « sol foncier » à la protection juridique des « sols vivants » dans l'élaboration du PLU métropolitain

RECHERCHE-ACTION INTERPLATEFORME

Métropoles Fluviales (Strasbourg, Lyon, Rouen)

Retrouvez les notes d'orientation de chaque plateforme et de la recherche interplateforme sur le site POPSU : www.popsu.archi.fr



RENCONTRES NATIONALES

Les événements *POPSU* organisés à l'échelle nationale mettent en relation et en dialogue les plateformes sur les thématiques qu'elles partagent, liées aux transitions. Ils visent à développer la dimension comparative non seulement entre les travaux de recherche, mais également entre les actions développées. Les séminaires, les Forums et le Campus annuel permettent ainsi de croiser les regards sur les trajectoires urbaines et territoriales en transition.



Séminaire *POPSU Métropoles* à Arc-et-Senans en 2022.

5 – 6 FÉVRIER 2025

SÉMINAIRE D'ARC-ET-SENANS

Le séminaire « Revisiter la métropolisation à l'heure de la transition écologique » (5 et 6 février 2025), dans la Saline Royale d'Arc-et-Senans, mettra en débat les études transversales réalisées en complément des travaux du programme *POPSU Métropoles*, pour faire le point sur l'évolution des trajectoires métropolitaines, avec pour perspective d'organiser un colloque en 2026.

Ce séminaire de recherche mobilise la communauté scientifique de la Plateforme d'observation autour de l'évolution de la métropolisation, afin de faire le point sur ce que les recherches menées depuis une dizaine d'années nous apprennent et donner corps à l'hypothèse esquissée de l'existence de différents régimes de métropolisation. Au terme de ce séminaire, il s'agira d'identifier des thématiques, voire des controverses, susceptibles de structurer un séminaire ouvert (ou colloque) qui pourrait se tenir en 2026. Il permettrait à la fois de rendre davantage visibles les travaux réalisés dans le cadre des programmes *POPSU* et d'ouvrir une scène de débats sur la place et le rôle des grandes villes.

Le séminaire s'appuiera sur les acquis des travaux des plateformes et sur les notes transversales sollicitées en complément des recherches menées par les plateformes du programme *POPSU Métropoles*, dont les apports seront réintroduits dans la discussion générale, au cours de quatre séquences problématisées. L'ambition de ces échanges est d'approfondir les analyses, de croiser les regards sur ces enjeux, et de capitaliser les connaissances pour alimenter *POPSU Transitions*.

Les études transversales *POPSU Métropoles* ont donné lieu à la production d'une note approfondie et d'une note de synthèse, sur les thèmes suivants :

LES MÉTROPOLIS LITTORALES

par Valérie Lavaud-Letilleul, professeure à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3

LES MÉTROPOLIS TRANSFRONTALIÈRES

par Philippe Hamman, professeur à l'Université de Strasbourg

LES VILLES-CENTRES ET LEURS MÉTROPOLIS

par Alain Bourdin, professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris

LES RÉGIONS ET LES MÉTROPOLIS

par Philippe Estèbe, directeur d'études à Acadie et Sacha Czertok, chargé d'études à Acadie

LE GRAND PARIS ET LES MÉTROPOLIS

par Daniel Béhar, professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris et Matilin Le Meur, chargé d'études à Acadie

LES CITOYENS ET LES MÉTROPOLIS

par Samuel Depraz, directeur de la recherche à l'ESPI

LES MARCHÉS LOCAUX DU LOGEMENT

par Jean-Claude Driant, professeur émérite à l'École d'urbanisme de Paris

LES BANLIEUES ET LES MÉTROPOLIS

par Thierry Oblet, maître de conférences à l'Université de Bordeaux

LES MODÈLES D'URBANISATION DES MÉTROPOLIS

par Emmanuelle Gangloff et Hélène Morteau, chargées d'études à l'Agence Bien Urbaines

LA TERRITORIALISATION DES POLITIQUES DE LA TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

par Jérôme Dubois, professeur à l'Institut d'urbanisme et d'aménagement d'Aix-Marseille

L'HISTOIRE DES PROCESSUS DE MÉTROPOLISATION

par Loïc Vadelorge, professeur à l'Université Gustave Eiffel

Le séminaire réunira une trentaine de participants, issus de la communauté scientifique de *POPSU* :

- les auteurs et autrices des notes transversales ;
- les responsables scientifiques nationaux *POPSU Transitions* ;
- le Président du Conseil stratégique de *POPSU* ;
- les responsables scientifiques locaux de *POPSU Métropoles* et de *POPSU Transitions* ;
- des chercheuses et chercheurs travaillant sur l'économie métropolitaine.

Consultez le programme sur notre site : tinyurl.com/arcetsenans25

Consultez le carnet de synthèse des études transversales *POPSU Métropoles* : tinyurl.com/POPSU2024



Les participants au séminaire *POPSU Métropoles* à Arc-et-Senans en 2022.

26 – 28 AOÛT

CAMPUS 2025

Fort du succès des deux premières éditions à Saintes en 2023 et à Cherbourg-en-Cotentin en 2024, le programme *POPSU* tiendra son troisième Campus annuel du 26 au 28 août à Roubaix ! Le thème en sera "Visible / Invisible".

Cet événement central réunira une fois de plus une centaine d'élus, praticiens, chercheurs et acteurs engagés autour des questions territoriales et urbaines.

Fidèle à sa vocation, le Campus *POPSU* #3 sera un espace privilégié de débats et d'échanges entre les communautés des programmes Transitions et Territoires, dont l'ambition est de refonder collectivement les liens entre sciences et société afin de répondre aux défis auxquels sont confrontés les villes et les territoires.

Comme pour les éditions précédentes, le Campus 2025 articulera conférences et tables rondes, sessions d'ateliers thématiques, arpentages et visites de terrain, et des moments festifs et culturels.

Cette année, une matinée d'atelier doctoral ouverte à l'ensemble des doctorants du réseau *POPSU* sera organisée le 26 août..



Les participants au Campus à Cherbourg-en-Cotentin en 2024.



Jean-Marc Offner
président du conseil stratégique de POPSU

VISIBLE / INVISIBLE

De mes yeux vu ! Comment ne pas croire ce que l'on voit ? Arpenter un territoire pour le comprendre, observer ce qu'il s'y passe, rencontrer l'authentique. Porter son regard pour éprouver le réel.

Mais ne sommes-nous pas dupés par cette domination de l'œil, dans l'exploration du monde comme pour sa compréhension ? Car le visible peut tromper. Le « sol » peut mentir. Et démultiplier les instruments de vision ne suffit pas à déjouer ce piège cognitif trop confortable : l'irréfutable présence du visible.

Le visible nous aveugle. Au point de nous faire oublier ou ignorer ce que nous ne voyons pas. Il faut sortir de la caverne ! Compter, enquêter, écouter, décoder... Opérer d'autres révélations, développer d'autres intelligibilités.

Quand l'heure vient de convaincre, de mobiliser, d'agir, ne convient-il pas néanmoins d'accepter cette maline efficacité du visible, et d'en jouer ? Rendre justice à l'imperceptible des métabolismes urbains, des trajectoires socio-spatiales, des échanges immatériels et autres fonctionnements territoriaux. Donner à voir l'invisible, en rendre compte aux yeux de tous. Frapper les esprits et les consciences par les sens.

Jean-Marc Offner

17 janvier 2025

ATELIERS NATIONAUX

Les ateliers nationaux de *POPSU Transitions* s'adressent à l'ensemble de la communauté mobilisée par les plateformes, dont celle des doctorantes et doctorants. Ils reposent sur la présentation et la mise en discussion des travaux réalisés par les plateformes locales sur des enjeux transversaux identifiés par les responsables scientifiques nationaux. Les cinq ateliers nationaux constituent autant de lieu de débats sur les contenus produits par les équipes en confrontant les questions de recherche aux objets des politiques publiques mises en œuvre par les collectivités locales. La comparaison permise par les ateliers nationaux enrichit les études de cas monographiques et permet de construire un propos de portée plus générale. Ils mobilisent une variété de formats, tant pour les séances (séminaires uniques ou récurrents) que pour les modalités de valorisation. Chaque séance fera notamment l'objet d'un compte-rendu largement diffusé.



Forum national *POPSU Transitions*, Nantes, mars 2024.

ATELIER

GOVERNANCE ET POLITISATION DE LA TRANSITION

Organisation des pouvoirs et débat public autour de la transition

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE NATIONAL

Gilles Pinson

Professeur de science politique, Sciences Po Bordeaux, CED

Les appels à la « transition écologique » se font entendre sur fond de brouillage des rapports entre l'État et les gouvernements locaux et régionaux et d'essoufflement de la dynamique de décentralisation. La planification écologique, dont on peine certes encore à identifier les contours, est-elle compatible avec la décentralisation et peut-elle se passer d'une contractualisation qui n'intéresse pourtant plus guère l'État central ? Quelle est l'architecture de compétences entre État, régions, départements, intercommunalités et communes qui serait la plus ajustée à l'organisation des transitions. Toutes ces questions sont loin d'avoir trouvé des réponses et le travail des plateformes *POPSU* sera sans doute utile à l'examen des formes de partenariats -ou de concurrences- qui se trament autour des transitions.

La question de la gouvernance des transitions se pose aussi à l'échelle des métropoles, à la fois au sein des organisations métropolitaines et dans les rapports qu'elles établissent avec leur environnement local. Quelles dispositions ont pris ces organisations pour orchestrer les transitions d'un point de vue à la fois politique (existence de vice-présidences), administratif (quelles directions prennent en charge les transitions et surtout quelle coordination s'établit entre elles ?) et instrumental (y a-t-il des documents et schémas qui formulent les objectifs de transition, les territorialisent et les déclinent en mesures concrètes ?). Au-delà des frontières des organisations métropolitaines, quels liens ces dernières organisent-elles avec leur environnement local ? Comment espèrent-elles établir des partenariats avec certains secteurs de la société métropolitaine : le monde des « satellites » de l'action publique métropolitaine (SEM, SPL, DSP, agences, etc.), le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, le monde économique, le monde de la production de la ville, etc. Les rapports s'organisent-ils sur le mode du partenariat, de la contrainte ou d'un mixte des deux ? Et quid de la société civile, des citoyens qu'ils soient organisés ou non ?

Le Forum *POPSU Transitions* à Nantes en 2024 a permis de décliner ce programme général en 6 grandes thématiques :

– **les rapports intergouvernementaux et interterritoriaux** : l'action en matière de transition nécessite une articulation des échelles territoriales et des formes de coopération qui vont au-delà de la seule coopération intercommunale. Elle nécessite aussi des formes de coopération entre l'État et les gouvernements locaux qui vont au-delà des « coups politiques » et de la litanie des appels à projets ;

– **les rapports entre élus et techniciens** : la transition est d'autant plus difficile à organiser qu'elle transcende nécessairement les silos « sectoriels ». Elle oblige aussi les services des intercommunalités à sortir d'un registre purement technique, à se prêter aussi aux coopérations interterritoriales. Elle oblige enfin à mettre en place une coopération plus fluide entre élus et techniciens ;

– **l'instrumentation de l'action publique** : l'action publique en matière de transition écologique est marquée par le poids des instruments – appels à projets, expérimentations, labels, reporting, etc. – qui organisent la fragmentation et la compétition plus qu'une véritable institutionnalisation de l'action collective en matière de transition. L'approche pragmatique « par projet », une série de démarches et d'expérimentation ne font pas une politique publique. Comment sortir de cette impasse ? Comment organiser les liens entre l'État et les gouvernements locaux sur un autre mode que celui de l'émulation et la mise en concurrence ? ;

– **les rapports public-privé dans la transition** : l'organisation des transitions à l'échelle territoriale et notamment métropolitaine nécessite de revoir la manière dont un certain nombre de fonctions – en matière de gestion de l'eau, des déchets, des transports, de l'énergie, etc. – sont « sous-traités » à des opérateurs privés, notamment dans le cadre de délégations de service public. Comment les gouvernements locaux s'organisent-ils pour superviser l'action de ces opérateurs et s'assurer qu'ils mettent en œuvre des objectifs de transitions ? ;

– **les transitions et la vie quotidienne** : les impératifs de transition ne percutent pas les pratiques quotidiennes de la même manière, selon l'endroit où l'on habite, sa position socio-professionnelle et ses ressources. Les habitants des quartiers populaires pratiquent déjà la sobriété, souvent de manière subie. Comment peut-on valoriser et organiser ces pratiques, voire pourquoi pas les généraliser ? ;

– **les transitions, entre conflictualité et démocratisation** : penser que les transitions se feront sans conflits est une illusion. Elles amèneront nécessairement certains secteurs de la société et de l'économie à modifier leurs pratiques. On peut même espérer qu'elles soient l'occasion d'organiser de nouvelles formes de redistribution. Tout cela nécessite des dispositifs politiques de « gestion » de la conflictualité politique.

Programme de travail de l'année 2025

Une séance sera organisée à Rennes à l'**automne 2025**. Celle-ci sera co-organisée avec l'équipe de la plateforme locale (responsables : Marc Rouzeau, Romain Pasquier) et portera sur trois des quatre axes (Rapports intergouvernementaux et interterritoriaux, avec un focus sur les enjeux de coopération à l'échelle des bassins au regard de la transition environnementale, L'instrumentation de l'action publique, Les rapports public-privé dans la transition). Elle pourrait aborder :

– **la transition comme « nouvelle » catégorie d'action publique** : implication des différentes échelles gouvernementales dans cette production, mobilisation des différents types d'acteurs (scientifiques, politiques, militants...), conceptions et registres d'action sous tendus... ;

– **la planification écologique et ses implications locales** : cadre national, techniques, instruments mobilisés, réceptions locales... ;

– **les initiatives territoriales et leurs régulations** : relations public-privé, coopérations et concurrences territoriales...

La suite donnée à cet atelier sera décidée après la tenue de la séance rennaise.

Restitution envisagée

– rédaction de comptes rendus illustrés et diffusables ;

– publications académiques.

LES DONNÉES ET LES INSTRUMENTS

Documenter la transition et les effets de contexte

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES NATIONAUX

Magali Talandier

Professeur en aménagement et urbanisme, Université Grenoble Alpes, PACTE

Adeline Heitz

Maîtresse de conférence Urbanisme, Transport et Logistique au Conservatoire national des Arts et Métiers, LIRSA

Guillaume Pouyane

Maître de Conférences en Économie Urbaine, Université de Bordeaux, Bordeaux Sciences Économiques

La documentation des enjeux de la transition écologique passe par des données fiables et la production d'indicateurs permettant d'en mesurer « l'avancée ». L'atelier poursuit un triple but :

- partager un constat sur l'état des lieux des besoins, des problèmes rencontrés, des solutions expérimentées au niveau local sur ces questions liées à la mesure de la transition (données, indicateurs, méthode...);
- produire et partager des connaissances (via la création d'un méta-catalogue) sur les données mobilisées dans *POPSU Transitions* ;
- identifier et construire les pistes d'action collective à engager sur ce thème tout au long du programme *POPSU Transitions*.

Depuis quelques années l'open data permet d'acquérir des informations nouvelles sur les questions énergétiques, hydrauliques, sur les disponibilités foncières, sur les émissions de GES à l'échelle des territoires. Pour autant, techniciens, chercheurs et experts rencontrent encore de nombreuses difficultés pour rendre visibles les pressions socio- environnementales dans leur territoire, mais également pour mesurer les transformations à l'œuvre. La question des données, de leur accès, de la technicité croissante qu'exige leur traitement sont des enjeux essentiels pour éclairer l'action locale. Or, notre échelle d'analyse rend ces enjeux encore plus difficiles. Les données « locales » sont rares, souvent hétérogènes, parfois moins fiables, plus difficiles à acquérir par les chercheurs. Si ce travail réflexif et méthodologique s'engage à l'échelle de nombreuses plateformes, en relation avec les agences d'urbanisme et les services dédiés aux observatoires et systèmes d'informations, il semble utile et pertinent de l'inscrire dans une réflexion nationale.

Par ailleurs, une fois obtenues, traitées, compilées, mises en œuvre sous différents formats, ces données interrogent quant à leur usage (et parfois leur mésusage) et leur appropriation par les décideurs, mais aussi de plus en plus par les citoyens.

Enjeux de l'atelier national

- un constat partagé quant à la profusion de données et d'informations pour traiter de la notion de transition qui reste très vaste ;
- tenir compte dans l'atelier des types de données diverses :
 - quantitatives et qualitatives ;
 - publiques et privées ;
 - gratuites et payantes ;
 - primaires et secondaires ;
 - à des échelles variables / existant dans un territoire, mais pas dans l'autre ;
 - des données émanant des citoyens / des entreprises, etc.
- tenir compte des inégalités dans l'accès aux données selon les territoires, les équipes de recherche, les cultures scientifiques, etc ;

- tenir compte des dynamiques existantes au sein des Agences d'urbanisme ou des acteurs étatiques (data.gouv.fr), qui pourraient être mutualisées ou valorisées dans *POPSU Transitions* ;
- il paraît plus facile d'entrer dans le sujet en mobilisant des familles connues, qui font écho à nos pratiques quotidiennes : énergie ; alimentation ; santé ; mobilité ; sol / biodiversité... ;
- s'interroger sur l'appropriation de ces données et des indicateurs produits par les acteurs locaux, les citoyens, etc ;
- les biais méthodologiques restent importants : prudence vis-à-vis des données, car l'on passe de plus en plus rapidement des data aux outils d'aide à la décision avec des risques de mésusage ou d'instrumentalisation ;
- la montée en compétence des techniciens sur le volet « traitement et exploitation » de la donnée est réelle. Leur besoin s'exprime aujourd'hui soit sur des analyses plus poussées, plus complexes (analyse spatiale, systémique, etc.) soit sur des analyses plus qualitatives pour comprendre les résultats issus du quantitatif

Proposition : créer un espace organisé de mise en commun des data POPSU et de leur usage

CRÉATION D'UN MÉTA-CATALOGUE DES DATA POPSU TRANSITIONS ET DE LEUR UTILISATION

- recueil des données produites / mobilisées dans le cadre de *POPSU Transitions*, mais aussi peut-être dans le dernier *POPSU Métropole* (jointure des programmes / possibilités de prolonger certains travaux menés) - recueil de données diverses (qualitatives/quantitatives/images/films/...) ;
- comment ont été utilisées ces données / pour quels résultats attendus et produits ?

LES OBJECTIFS DE LA DÉMARCHÉ « MÉTA-CATALOGUE »

- création d'une communauté *POPSU* autour de l'usage des données sur les villes face aux enjeux de transition ;
- capitalisation des méthodes afin de pouvoir les reproduire dans le temps ;
- donner à voir comment se fait la recherche dans *POPSU* à travers l'analyse des matériaux collectés et des entretiens menés pour cette collecte : rendre visible un aspect de la recherche urbaine sur les enjeux de transition.

Programme de travail de l'année 2025

DURANT LA 1^È ANNÉE (JANVIER À DÉCEMBRE 2025)

Organisation de trois webinaires sous forme d'ateliers de travail (sur inscription) pour consolider les objectifs et la méthode de création du méta-catalogue (collecte, rubriques, quelles données, quels usages, etc...). Pendant chaque webinaire, une intervention de 1 ou 2 correspondants par plateforme (chercheurs / techniciens), si possible un « référent data » récurrent. Ainsi qu'une intervention d'un ou deux extérieurs intervenant dans les webinaires pour s'inspirer de « catalogues » existants.

En 2026, appui par un postdoctorant et par un ingénieur de recherche de l'UMR Géographie-Cités.

- 1^{er} webinaire : 30 janvier après-midi (14h – 16h30)
 - présentation de l'atelier data ;
 - discussion des attentes et objectifs collectifs ;
 - rôle des plateformes et des « référents data » ;
 - organisation de deux années de travaux ;
 - quelles ressources extérieures mobiliser ? (réseaux, personnes, ...) ;
 - quelles valorisations possibles ?
- 2^e webinaire : 6 mai après-midi (14h – 16h30)
 - intervention d'experts extérieurs ;
 - discussion collective sur le rôle des institutions « utilisatrices » de data ;
 - définition de la feuille de route pour le postdoctorant.

— 3^e webinaire : septembre ou octobre 2025

- format fiche à remplir ;
- compléter le protocole d'enquête.

DURANT LA 2^E ANNÉE (JANVIER À DÉCEMBRE 2026)

Collecte des informations et réalisation du méta-catalogue par un postdoctorant, mise en partage :

- collecte auprès de chaque plateforme ;
- entretiens avec les correspondants plateforme ;
- mise en forme / harmonisation ;
- création de l'outil de partage ;
- animation d'ateliers autour des matériaux collectés ;
- analyse du travail mené ;
- diffusion et valorisation des résultats auprès des parties prenantes.

Restitution envisagée

- rédaction de comptes rendus illustrés et diffusables ;
- publications académiques ;
- mise à disposition du catalogue.

ATELIER

LA QUESTION SOCIALE À L'ÉPREUVE DE LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE NATIONALE

Marie-Christine Jaillet

Directrice de recherche émérite au CNRS

Remettre au cœur de la transition socio-écologique la question sociale a été affirmé lors du Forum de Nantes comme des Campus de Saintes et de Cherbourg comme une nécessité : nombre d'élus et de représentants des services ont souhaité fortement que les travaux de recherche éclairent les pratiques, usages et comportements des habitants de leur territoire pour mieux les comprendre afin d'en tenir compte dans la définition de modes d'action plus adaptés et efficaces. Par ailleurs, chercheurs/chercheuses, acteurs/actrices impliqués dans le programme partagent la conviction que la « réussite » de la transition socio-écologique dépendra de la capacité des politiques publiques à répondre à l'exigence de justice sociale. L'atelier a donc pour objectif de mettre au travail les rapports et interactions entre question sociale et transition socio-écologique, en explorant les 4 thématiques identifiées lors de ces échanges nationaux.

1. REVISITER LA QUESTION DES USAGES, PRATIQUES ET COMPORTEMENTS À L'AUNE DES ENJEUX CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Il existe une grande variété de degré d'exposition aux risques climatiques et de contribution à la dégradation des environnements du fait de la diversité des pratiques et comportements sociaux, diversité appréhendée le plus souvent à partir de la stratification sociale résultant du revenu et du niveau de diplôme. Mais elle peut l'être aussi à partir d'autres dimensions qui fondent la condition sociale, telles que l'âge et le genre, ou encore le lieu et le mode d'habitat.

2. APPRÉCIER ET PRENDRE EN COMPTE LA TRANSITION PAR « LE BAS » À PARTIR DES PRATIQUES ORDINAIRES

Il s'agit de documenter « l'écologisation » en actes « par le bas » en s'intéressant aux pratiques ordinaires, qui participent de la sobriété ou qui contribuent à la transition environnementale. S'il convient de veiller à ne pas en faire l'apologie quand elles s'expliquent pour partie par la contrainte économique, et en conséquence de ne pas rester sourds aux revendications de ces mêmes strates sociales d'amélioration de leurs conditions de vie, il convient, en miroir, de documenter les pratiques des classes supérieures, ou des « grands » consommateurs/consommatrices, pour ne pas « toujours étudier les pauvres et jamais les riches ».

3. « EMBARQUER » LES CITOYEN.NES ? SUR LA BASE DE QUELLES NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE PARTICIPATION ?

Si l'on s'accorde à penser que la transition ne peut se faire sans la participation active des citoyens dont les modes de vie et de consommation sont appelés à évoluer, l'action publique adresse aux citoyens, par la voie réglementaire, ou d'autres voies, de multiples injonctions pour qu'elles/ils adoptent des comportements « vertueux ». En réponse à ces injonctions, l'attitude des citoyen.nes oscille entre militance, engagement, indifférence, renoncement, contournement ou rejet.

Par quels processus est-il envisagé d'embarquer l'ensemble des citoyen.nes dans un « chemin de transition » consenti, à l'heure où le renforcement des inégalités sociales rend l'impératif de justice sociale particulièrement sensible : gages à donner ? Récit à construire ? « Jeu » démocratique à refonder ? La remise en cause des outils « classiques » de la démocratie participative invite à réfléchir à d'autres manières de faire.

4. CONCILIER TRANSITION ET JUSTICE SOCIO-SPATIALE

Comment les gouvernements locaux prennent-ils en charge les inégalités sociales ainsi que la diversité des publics concernés, en particulier des jeunes, afin que la contribution à la transition écologique soit proportionnée et socialement juste ? Le sentiment d'injustice fortement ressenti par une partie des citoyens (qui s'est exprimé à diverses reprises : à l'occasion de l'abaissement de la vitesse à 80km/h dans les départements ruraux ; ou de la volonté de mettre en place la taxe carbone ; ou encore lors de l'instauration des ZFEm) interroge la manière dont l'action publique environnementale s'élabore. Si les politiques environnementales ne sont pas, par nature, inégalitaires, la manière dont elles sont souvent construites les rend inégalitaires, ou produisent des sentiments d'injustice spatiale. Comment les politiques publiques pour la transition socio-écologique peuvent-elles atténuer ces inégalités et répondre à l'exigence de justice sociale et spatiale ?

Programme de travail de l'année 2025

12 MARS 2025 DE 14H 30 À 17H 30 : SÉANCE INTRODUCTIVE (EN VISIO CONFÉRENCE)

Conférence croisée de Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier

Jean-Baptiste Comby, sociologue, sociologue, Maître de conférences à l'Université de Nantes et chercheur au CENS, est l'auteur de l'ouvrage : « Écolos, mais pas trop... : Les classes sociales face à l'enjeu environnemental » (2024)¹

Hadrien Malier, sociologue, Maître de Conférences en sociologie à l'Université de Strasbourg, est l'auteur d'une thèse sur « Populariser l'écologie, éduquer les classes populaires ? : ethnographie critique d'interventions publiques et militantes en France et en Argentine » (2022)²

Cette séance introductive sera suivie de 3 séances d'une journée chacune en présentiel (possibilité néanmoins de les suivre tout ou partie en visio-conférence)

8 AVRIL 2025 : SÉANCE D'UNE JOURNÉE (ACCUEILLIE À DIJON)

Co-organisée avec la plateforme de Dijon

Responsables : Hervé Marchal, Anne Volatier et Chloé Abeel

La séance abordera les thématiques 1 (revisiter la question des usages, pratiques et comportements à l'aune des enjeux climatiques et environnementaux) et 2 (apprécier et prendre en compte la transition par « le bas » à partir des pratiques ordinaires)

Elle s'inscrit dans la semaine des Rencontres « Demain la ville », initiée par la Métropole de Dijon en lien avec La Maison de l'Architecture et de l'Environnement de Dijon Métropole. Ces rencontres visent à proposer au grand public une série d'évènements, d'espaces d'expression et de projection vers demain à propos de la transition climatique.

19 JUIN 2025, SÉANCE ACCUEILLIE À CAEN

Co-organisée avec la plateforme de Caen

Responsables : Frédérick Lemarchand, Nicolas Escach, Nathalie Montigné et Louis Lasnon

La séance abordera la thématique 3 (comment embarquer les citoyen.nes ? Sur la base de quelles négociations et modalités de participation ?)

Elle s'inscrit dans les Journées des Quartiers en transition organisées par la Ville de Caen les 19, 20 et 21 juin qui proposent une série d'évènements destinés au grand public (conférences, bilan de la feuille de route : « Caen quartiers en transition ») ainsi qu'aux acteurs de la transition œuvrant dans les quartiers.

¹ <https://www.racontemoilaterre.com/livre/9791097084363-ecolos-mais-pas-trop-les-classes-sociales-face-a-l-enjeu-environnemental-jean-baptiste-comby/>

² <https://theses.fr/2022EHES0150>

16 OCTOBRE 2025, SÉANCE ACCUEILLIE À LILLE

Co-organisée avec la plateforme de Lille

Co-responsables : Marc Dumont et Simon Jodogne

La séance portera sur la thématique 4 (concilier transition et justice socio-spatiale)

BILAN INTERMÉDIAIRE EN DÉCEMBRE 2025 (DATE À PRÉCISER)

Cette séance permettra de faire le point sur les travaux de l'année 2025 et d'envisager leur valorisation et les modalités de leur poursuite en 2026.

Restitution envisagée

- rédaction de comptes rendus illustrés et diffusables de chacune des séances ;
- partenariat avec la presse quotidienne régionale et/ou Libération pour rendre compte des séances ;
- perspective au terme de l'atelier d'une publication commune.

LA TRANSITION PEUT-ELLE ÊTRE TERRITORIALISÉE ?

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE NATIONAL

Xavier Desjardins

Professeur en aménagement et urbanisme,
Sorbonne Université, Médiation

Les politiques de transition écologique reposent sur des objectifs de politiques publiques de long terme. Ils sont fixés par l'Union européenne ou les États, souvent dans la continuité d'engagements internationaux. Ces objectifs se traduisent en France par diverses politiques publiques dont celles que l'on désigne souvent par leur acronyme ZAN (pour « zéro artificialisation nette »), ZEN (pour « zéro émission nette ») ou encore ZFE (pour « zones à faibles émissions »). Beaucoup d'acteurs locaux (notamment lors du Forum *POPSU* de Nantes en mars 2024) ont exprimé leur frustration face à une planification écologique dont ils doivent assurer la « déclinaison territoriale » et non la « territorialisation » (au sens où les collectivités locales devraient s'insérer dans l'objectif national et européen) mais avec une assez faible latitude pour déterminer leur chemin spécifique. Par ailleurs, ces politiques sont souvent marquées par la succession de trois moments : la satisfaction consensuelle de leur ambition ; leur contestation au nom d'effets économiques, sociaux ou territoriaux ; puis un ensemble de reculs législatifs ou réglementaires pour faire baisser la tension sociale. Certains dispositifs de territorialisation permettent-ils une mise en œuvre plus apaisée des transitions ?

Dans le cadre de ces ateliers nationaux, deux questions peuvent structurer les échanges comparatifs entre plateformes.

COMMENT SE NOUENT LES DÉBATS LOCAUX SUR LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE TRANSITION ?

Au-delà des positions nationales maintenant bien analysées, il s'agit de regarder plus précisément au niveau local les acteurs impliqués dans ces débats, les scènes qui sont mobilisées, les figures rhétoriques développées, etc. Retrouve-t-on les mêmes configurations entre les territoires ? Les débats sont-ils structurés en fonction de positions politiques et/ ou de situations territoriales ?

LES SYSTÈMES D'ACTEURS LOCAUX SE RECONFIGURENT-ILS ?

Les politiques de transition écologiques recomposent-elles le système d'acteurs de l'aménagement ? À titre d'exemple, les objectifs de sobriété foncière impliquent-ils une montée en puissance des intercommunalités (et interterritoriales) dans le partage des responsabilités ? Plus largement, cela recompose-t-il la sphère des acteurs présents dans la transformation territoriale (bailleurs sociaux, aménageurs, promoteurs, etc.).

Pour faciliter le travail comparatif, nous proposons de sélectionner une entrée thématique pour les échanges entre les plateformes : la sobriété foncière. En effet, de nombreuses plateformes abordent ce sujet (jamais de manière « frontale », mais souvent de manière approfondie à travers l'intensification, la protection face aux risques, etc.). La focale précise d'analyse sera discutée lors du Forum *POPSU* pour s'assurer de son bon réglage (trop large, le travail comparatif est délicat ; trop resserré, peu de plateformes peuvent y contribuer).

Programme de travail de l'année 2025

- réunion en mars : deux heures en visio-conférence avec les plateformes intéressées pour exposer les recherches mobilisables sur le sujet, redéfinir les enjeux de la problématique commune, organiser le calendrier et les livrables ;
- automne 2025 : un séminaire en présentiel d'une journée autour d'exposés issus des travaux menés dans les plateformes ;
- décembre 2025 : préparation d'une publication commune dans une revue francophone.

Restitution envisagée

- rédaction de comptes rendus diffusables et illustrés ;
- une publication commune dans une revue scientifique.

ATELIER

LE GRAND PROJET URBAIN : ENTRE DEUX CYCLES MÉTROPOLITAINS

RESPONSABLES SCIENTIFIQUES NATIONAUX

Xavier Desjardins

Professeur en aménagement et urbanisme,
Sorbonne Université, Médiation

Gilles Pinson

Professeur de science politique, Sciences Po
Bordeaux, CED

Daniel Béhar

Professeur émérite d'urbanisme,
École d'Urbanisme de Paris

Cet atelier national dont la séance unique aura lieu le 10 juin 2025 à Paris vise à instaurer un dialogue entre les métropoles régionales et la région-capitale – engagées dans des plateformes *POPSU* – autour de la place du projet urbain dans la construction métropolitaine. Cette analyse intervient au moment de la transition entre deux cycles du processus de métropolisation.

FAIRE MÉTROPOLÉ PAR LE PROJET URBAIN : UN CYCLE S'ACHÈVE

Dans les années quatre-vingt-dix, la plupart des grandes villes françaises se sont engagées dans un cycle qui a mis le grand projet urbain au cœur de la construction métropolitaine. D'Euralille à Euroméditerranée en passant par Euratlantique ou L'île de Nantes, le grand projet urbain devait concourir à « faire métropole », au double sens de l'intégration métropolitaine et du changement de rang dans la concurrence territoriale. Cette période a donc été dominée par la mise en œuvre de projets urbains phares qui sont à même de combiner échelle locale et métropolitaine, de jouer à la fois sur le registre du récit métropolitain et sur celui de la transformation urbaine. Dans leur diversité, ces grands projets ont eu pour traits communs de mettre en valeur ou reconverter des espaces délaissés (littoral, fleuve...), de favoriser l'installation de grandes fonctions métropolitaines (tertiaire supérieur, universités...) et de conforter la gouvernance métropolitaine (maîtrise d'ouvrage urbaine).

Quant au Grand Paris, celui-ci se fait sans attendre l'achèvement des réseaux de transport ni le parachèvement de son organisation institutionnelle. Autour ou à distance des gares, dans la zone dense et souvent dans les territoires périphériques, des quartiers et des lieux de vie sont aménagés et s'organisent au quotidien. Ils le sont, depuis une décennie au moins, en conscience de l'ensemble de la métropole, de la région et des territoires avoisinants, en anticipant ce qu'elles pourraient devenir. En dépit du besoin criant d'incarnation du fait grand-parisien et de multiples tentatives, notamment celles portées par l'Atelier International du Grand Paris et en particulier par Roland Castro (du « Central Park » de la Courneuve au projet urbain annulaire de l'A86), le choix a été fait de parier plutôt sur les effets de transformation urbaine d'un projet d'infrastructure de grande envergure, le Grand Paris Express.

Or, même si ces grands projets urbains sont toujours en cours dans les différentes agglomérations, ils apparaissent en fin de cycle et partout les acteurs s'interrogent sur le « coup d'après » en convenant qu'il ne peut s'agir d'une duplication et que se joue maintenant réellement la question de l'articulation entre une échelle métropolitaine « large » et la transformation urbaine. Pour les métropoles régionales, par définition, la logique du grand projet urbain incarnant le projet métropolitain n'est pas reproductible. Et au sein du Grand Paris, la logique fonctionnelle du futur métro semble prendre le pas sur sa capacité de transformation urbaine et de réponse aux objectifs affichés initialement (polarisation, rééquilibrage territorial...).

LE GRAND PROJET URBAIN À L'HEURE DES TRANSITIONS MÉTROPOLITAINES ET ÉCOLOGIQUES

Par conséquent, toutes les métropoles se trouvent confrontées à un même changement de perspective : l'épuisement d'un cycle et l'émergence de nouveaux impératifs induits par une transition métropolitaine globale, marquée par la contestation de la capacité des métropoles à répondre aux enjeux sociaux, économiques et écologiques contemporains.

Quelle place et quelles fonctions pour des projets urbains renouvelés dans ce cycle inédit de la transition métropolitaine ?

À cette question, les réponses semblent se diversifier. Beaucoup insistent sur l'inscription des projets urbains dans la transition environnementale et la régulation des écosystèmes (Nantes et l'estuaire...). D'autres soulignent l'exigence de spécification accrue du projet urbain et du processus de transformation urbaine (PPA du centre-ville de Marseille), tandis que le Grand Paris paraît davantage mettre en avant les implications urbaines de l'impératif de contribution à la souveraineté productive territoriale et nationale (Vallée de la Seine...).

Cet atelier national, qui se tiendra toute la journée du 10 juin 2025 à Paris, sera organisé en partenariat avec la plateforme *POPSU* Grand Paris. D'autres partenaires sont envisagés, comme la Caisse des Dépôts, France Urbaine et le Club Ville Aménagement.

La séance ne sera pas ouverte au grand public et se fera sur invitation et inscription préalable.

Les séquences combineront apports de grands témoins, contributions d'acteurs et d'experts de ces projets urbains (Services de l'État et des métropoles, Agences d'urbanisme et opérateurs (EPA, SPLA...) et contributions scientifiques. Les présentations aborderont des lectures transversales du sujet et des déclinaisons monographiques par ville. Plusieurs plateformes *POPSU Transitions* seront invitées à discuter de ces sujets, notamment Nantes, Bordeaux, Aix-Marseille, Lyon, Lille, Rouen.

Restitution envisagée

- enregistrement vidéo et montage des tables rondes ;
- rédaction d'un compte-rendu diffusable et illustré ;
- l'atelier pourrait alimenter la réflexion pour organiser un colloque 2026 sur le devenir des métropoles ;
- un ouvrage collectif compilant les monographies présentées lors de l'événement ou un dossier dans une revue en ligne (type « métropolitiques »).

CYCLE DE SÉMINAIRES

INTERROGER LA TRANSITION

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE NATIONALE

Sabine Barles

Professeure en aménagement et urbanisme,
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Géographie-Cités

L'objectif de ce cycle de séminaires est de débattre de la transition, à la fois d'un point de vue théorique et conceptuel (que recouvre cette notion, pourquoi est-elle discutée, etc.) et du point de vue de l'action (que se passe-t-il au sein des territoires, projets d'aménagement et d'urbanisme quand on se réfère à la transition).

PRINCIPE

Chaque séance durera deux heures avec deux intervenants qui adoptent des points de vue complémentaires ou contrastés, et sera structurée par deux à trois questions, avec entre chaque séquence de « questions réponses » un débat entre intervenants et avec la salle virtuelle.

DISPOSITIF ET FORMAT

- webinaire, avec idéalement les deux intervenants et l'organisatrice en présentiel (mode studio de radio artisanal) ;
- fréquence : quatre à cinq séances d'ici février 2026, dont la première en mars 2025, et au moins une autre avant la coupure estivale ;
- créneau horaire : l'après-midi de 14h à 16h15.

Programme de travail de l'année 2025

LE LUNDI 17 MARS DE 14H À 16H15, SÉANCE 1 : « DES RÉGIONS EN TRANSITION ? »

Intervenants :

- Caroline Gallez (directrice de recherche à l'Université Gustave Eiffel, Laboratoire Ville Mobilité Transport)
- Olivier Coutard (sous réserve) (directeur de recherche CNRS, LATTS)
- Olivier Petit (Maître de conférences en économie à l'Université d'Artois et chercheur au Clersé (CNRS-Université de Lille)
- Christophe Beaurain (professeur à l'Université de Limoges)

La séance prendra appui sur l'ouvrage « Vers une Île-de-France post-carbone ? Freins et leviers d'une transition énergétique régionale » (L'Œil d'or, 2023), ainsi que sur les travaux de Christophe Beaurain, Olivier Petit et Bruno Villalba suite à leur article : « Les contradictions théoriques et empiriques du modèle rifkinien de troisième révolution industrielle. L'exemple de la Région des Hauts-de-France », Développement durable des territoires, 2024.

Restitution envisagée

- mise à disposition des enregistrements visio des séances ;
- publication de la biblio des travaux mobilisés pour le cycle de séminaires.

JEUNE RECHERCHE

RÉSEAU DOCTORAL POPSU ET CHAIRE ARPENTER

COORDINATEUR

Guillaume Lacroix

Docteur en aménagement et urbanisme,
Directeur de programme *POPSU*
Transitions au GIP EPAU



Le réseau doctoral des communautés *POPSU Transitions* et *POPSU Territoires* est composé de toutes les jeunes chercheuses et tous les jeunes chercheurs hébergés au sein des collectivités, des agences d'urbanisme, des laboratoires ou des partenaires institutionnels des plateformes locales, et des doctorants CIFRE de la Chaire Arpenter. Tous ces doctorants et postdoctorants peuvent être associés aux activités locales et nationales de *POPSU Transitions*.



Atelier doctoral au Forum à Nantes, mars 2024.

LA CHAIRE ARPENTER

Le GIP Europe des projets architecturaux et urbains s'est associé en 2023 à Leonard, plateforme de prospective et d'innovation du groupe VINCI pour lancer la Chaire Arpenter, lieu privilégié de la recherche française sur les dynamiques urbaines et territoriales à l'heure des grandes transitions économiques, sociales et environnementales.

La Chaire souhaite renforcer le lien entre les mondes opérationnels et de la recherche, notamment à travers la diffusion des résultats de recherche en actions et leur traduction.

La Chaire finance une première promotion 2024 de 7 doctorants via des Conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE), sur des thèmes relevant des transitions.

En complément, la Chaire lance un deuxième appel à candidatures pour sélectionner 3 autres contrats en thèse CIFRE. Les candidatures seront reçues jusqu'au 31 mai 2025, et peuvent émaner des plateformes POPSU.

PARTICIPATION AUX ACTIVITÉS NATIONALES ET LOCALES

Les doctorants du réseau POPSU peuvent participer :

- aux temps forts de la vie des plateformes (séminaires, ateliers, etc.). Les programmes d'activités locales sont disponibles auprès des référents scientifiques et techniques des plateformes, et dans les journaux de bord ;
- aux Ateliers nationaux, au cycle de conférences et au groupe de travail sur l'internationalisation de la visibilité de POPSU présentés dans ce document ;
- un atelier doctoral sera organisé le 26 août matin lors du Campus du 26 au 28 août 2025 ;
- aux dispositifs de valorisation et de médiation de POPSU : écriture d'articles en partenariat avec *Libération*, le Un, etc ;
- à l'annuaire doctoral POPSU, document qui permet la recension et la mise en contact entre participants ;
- aux webinaires doctoraux POPSU.



Retrouvez toutes les informations sur le site de la Chaire : www.chaire-arpenter.fr/

Webinaires doctoraux POPSU

OBJECTIFS DES WEBINAIRES DOCTORAUX

- offrir un espace de partage d'expérience entre doctorants, docteurs et chercheurs plus confirmés du réseau, et d'acquisition de nouvelles ressources et savoirs sur différentes thématiques professionnelles ou scientifiques ;
- proposer une offre complémentaire aux activités d'encadrement scientifique des thèses, des laboratoires, des écoles doctorales, ou des réseaux de recherche, fondée sur les ressources spécifiques de l'écosystème du GIP EPAU et de POPSU ;
- animer une communauté doctorale pour créer une dynamique collective et un sentiment d'appartenance, renforcer la visibilité et l'impact des recherches doctorales ;
- répondre à un besoin croissant de collaboration interdisciplinaire et d'inscription des doctorants dans les *transition studies*.

FORMAT ET DISPOSITIF

- rencontres en ligne (visio) régulières (tous les 1 à 2 mois) de 2 heures ;
- 30 à 45 min d'échanges transversaux (1 pitch d'avancement d'une recherche, partage de contacts, point sur l'implication dans les activités d'animation scientifique, etc.) ;
- 1h15 à 1h30 d'apport de contenus par l'animateur ou un intervenant et d'échanges ;
- l'animation est partagée entre Leonard et le GIP EPAU et ses programmes. Les séances pilotées par le GIP EPAU sont ouvertes aux autres doctorants et docteurs du réseau POPSU, afin de favoriser le partage d'expérience, d'informations et de résultats scientifiques.

Les séances pilotées par Leonard sont réservées aux doctorants de la Chaire Arpenter et ouvertes aux doctorants du réseau VINCI.

PROGRAMME DES WEBINAIRES

Ce programme est indicatif et sera amené à évoluer.

CYCLE « CARRIÈRES DE DOCTEURS »

Objectifs : améliorer l'insertion professionnelle des doctorants, les opportunités de networking, de formation et de développement de compétences transversales.

– 1 à 2 séances pilotées par le GIP EPAU sur les métiers et carrières d'interface entre les mondes opérationnels et la recherche urbaine, en dehors des carrières académiques publiques.

– contenus : témoignages de docteurs ou de responsables de partenariat recherche en collectivités, agences d'urbanisme, ministères, opérateurs d'État comme l'ADEME, la Caisse des Dépôts, etc.).

CYCLE « FAIRE UNE THÈSE EN CIFRE SUR LES TRANSITIONS URBAINES : OUVRIR LA BOÎTE NOIRE MÉTHODOLOGIQUE »

Objectifs : apport de connaissances et discussion sur les méthodes, les postures et les « bonnes pratiques » de la recherche urbaine partenariale : faire son terrain avec/pour/sur des acteurs non-académiques, restituer aux enquêtés, mener une recherche financée par des acteurs institutionnels, etc.

– 1 à 2 séances pilotées par le GIP EPAU ;

– partage de ressources bibliographiques (thèses, articles, etc.) et échanges à partir de retours d'expériences de docteurs CIFRE SHS dans la recherche urbaine et de docteurs *POPSU Métropoles* ;

– mise en relation des doctorants avec d'autres acteurs spécialisés dans la conduite de recherches partenariales et urbaines, dont l'Association des Doctorants et Docteurs CIFRE en SHS (ADCIFRE SHS).

CYCLE « PUBLIER À L'INTERNATIONAL »

Objectif : accompagnement des doctorants à l'écriture de publications scientifiques dans des revues en langue anglaise à l'international en urbanisme, aménagement, politiques publiques.

– préparation de l'atelier d'écriture de l'atelier doctoral du Campus 2025 ;

– 1 à 2 séances pilotées par le GIP EPAU et le réseau *POPSU* (Renaud Le Goix, Pedro Gomes).

Restitution envisagée

– meilleure interconnaissance entre doctorants, chercheurs confirmés et acteurs professionnels dans la communauté *POPSU* ;

– meilleure valorisation des travaux doctoraux notamment auprès du grand public et à l'international.

GROUPE DE TRAVAIL

DIFFUSION À L'INTERNATIONAL DES TRAVAUX *POPSU*

COORDINATEUR NATIONAL

Renaud Le Goix

Professeur en géographie urbaine
et économique, Université Paris Cité,
Géographie-Cités

Constatant une faible participation des acteurs français aux réseaux et débats internationaux, le groupe de travail sur l'internationalisation de *POPSU* vise à accroître la visibilité et la présence internationale des recherches et des initiatives des acteurs locaux de *POPSU*. Trois axes principaux déclinent cette ambition :

- identifier les réseaux européens et internationaux pertinents et d'analyser la participation des collectivités françaises ;
- évaluer la présence des travaux *POPSU* dans la littérature scientifique internationale ;
- accompagner les doctorants *POPSU* dans la publication d'articles en anglais.

Les résultats de ces travaux seront présentés lors du Campus 2025.

CONSTATS ET OBJECTIFS DU GROUPE DE TRAVAIL

L'ambition nouvelle, propre à *POPSU Transitions* est de déborder, dans un travail comparatif, les frontières du territoire national et de créer les conditions d'une mise en regard à l'échelle internationale, pour mettre en perspective les trajectoires françaises de transitions socio-écologiques, leur gouvernance et articulations sur les politiques publiques dans les territoires.

Partant du constat d'une relative discrétion des chercheurs et acteurs territoriaux français dans leur positionnement international, qu'il s'agisse de participer à des recherches comparées, ou de partager les bonnes pratiques des politiques publiques locales de transition, comment positionner l'ensemble des travaux menés dans le cadre du programme *POPSU Transitions* dans une perspective d'internationalisation des recherches et expériences ? Il ne s'agit pas seulement, ici, d'établir une veille scientifique internationale, ou de « porter le regard ailleurs » ou encore de pratiquer « un décentrement de l'analyse », mais bien d'enrichir les réflexions sur la gouvernance et les politiques publiques locales à partir d'un positionnement international qui suppose d'organiser une présence dans les arènes de discussion et de débat qui se sont développées au niveau européen en particulier. Il ne s'agit ni de pratiquer le « benchmarking », ni d'adopter une démarche bibliométrique, qui serait hors de propos, mais d'impliquer les chercheuses/chercheurs et actrices/acteurs de la communauté de travail *POPSU Transitions et Métropoles*, déjà positionnés sur ces scènes internationales de débat, pour amplifier les modalités de l'internationalisation dans un programme de cette dimension..

Programme de travail de l'année 2025

AXE 1 : IDENTIFICATION DE L'INSCRIPTION DES COLLECTIVITÉS DES PLATEFORMES *POPSU* MÉTROPOLIS ET TRANSITIONS DANS LES RÉSEAUX EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

L'objectif est d'identifier pour chaque plateforme 1. les réseaux (internationaux, européens...); 2. les métropoles / villes qui y sont représentées ; 3. qui porte cette représentation (contact) 4. Quels thèmes/contenus sont discutés dans ces arènes. Ces réseaux portent souvent sur de la coopération, des comités de benchmarking, des cercles d'échanges de bonnes pratiques, etc.

- phase 1 : Recherche en ligne sur l'ensemble des collectivités *POPSU* ;
- phase 2 : Entretiens exploratoires avec un cercle restreint d'acteurs professionnels pivots et ayant une connaissance fine des réseaux européens ;
- phase 3 : Bilan intermédiaire et réunion d'analyse collective (mars 2025) ;
- phase 4 : Enquête complémentaire auprès de chaque plateforme identifiée, via un questionnaire dédié (avril – juin) ;
- phase 5 : Formalisation des résultats (été 2025).

AXE 2 : ENQUÊTE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LA PRÉSENCE DE LA LITTÉRATURE INTERNATIONALE ET FRANCOPHONE DES TRAVAUX MENÉS PAR LES CHERCHEURS POPSU ET ENQUÊTE BIBLIOGRAPHIQUE SUR LA PRÉSENCE DES PRODUCTIONS POPSU DANS LES TRAVAUX INTERNATIONAUX ET FRANCOPHONES.

ENQUÊTE BIBLIOGRAPHIQUE

- phase 1 : Identification de ces références sur la base des bibliographies des Cahiers *POPSU* publiés à date (janvier – mars 2025) et des sources identifiées dans le groupe de travail. Livrable : dossier partagé Zotero ;
- phase 2 : Analyse scientifique des références et identification des champs, auteurs et prescripteurs possibles pour relayer une meilleure diffusion. Livrable : note scientifique à partager pour le CAMPUS 2025.

AXE 3 : ACCOMPAGNEMENT DES DOCTORANTS DU RÉSEAU POPSU DANS L'INTERNATIONALISATION DE LEUR PRÉSENCE

Objectif : Ateliers d'écriture et accompagnement des doctorants à l'écriture pour des publications scientifiques dans des revues en langue anglaise à l'international en urbanisme, aménagement, politiques publiques, géographie.

Encadrants confirmés : Pedro Gomes (maître de conférences à l'EIVP, Lab'Urba), Renaud le Goix (Professeur en géographie urbaine et économique,, Université Paris Cité, Géographie- Cités)

CALENDRIER ET LIVRABLE

- 2 séances de webinaires du réseau doctoral *POPSU* et Chaire Arpenter seront dédiées en 2025 ;
- 1 session d'atelier d'écriture en anglais lors de l'atelier doctoral du CAMPUS 2025.

PERSPECTIVES

- réfléchir aux comparaisons internationales dans le programme ;
- mettre en œuvre du plan d'action pour une meilleure diffusion à l'international ;
- présentation et discussion des résultats du groupe de travail lors du Campus 2025.

Restitution envisagée

- note sur l'implication des collectivités *POPSU* dans les réseaux internationaux ;
- note sur l'activité scientifique internationale de *POPSU* avec les pistes à mettre au travail en 2025 et 2026 ;
- bibliographie : base de données partagée Zotero ;
- appui aux doctorants.

LA VALORISATION

POPSU TRANSITIONS

Une valorisation au fil des travaux de recherche, pour restituer la production scientifique du programme et participer au débat public.



La collection des Cahiers POPSU rassemble les connaissances produites par les plateformes du programme au fil de leurs travaux de recherche-action. Chaque ouvrage aborde un enjeu partagé par les chercheurs et les acteurs locaux, au cœur des préoccupations de la collectivité. Sous la forme de textes courts, respectant les standards des productions scientifiques et de l'édition grand public, les Cahiers associent aux exigences universitaires le souci de la diffusion la plus large afin de livrer au débat = public les réflexions contemporaines sur les mutations des politiques urbaines.



La collection des Conférences POPSU reprend les conférences des chercheurs et des acteurs prononcées à l'occasion de colloques, séminaires et rencontres organisés par le programme. L'objectif est de nourrir la « fabrique » des politiques publiques par l'état des réflexions sur des enjeux en lien avec les transitions ouvrant sur des scénari prospectifs.



Les Entretiens POPSU sont réalisés avec de grands témoins et acteurs des trajectoires de transition des villes et territoires du programme. Diffusés sous la forme d'enregistrements vidéo, ils constituent des archives audiovisuelles documentant les évolutions de l'action publique urbaine française, tout en contribuant aux réflexions menées par les plateformes *POPSU*. Les acteurs (Présidents des métropoles, élus, responsables de service des collectivités, directeurs d'agence d'urbanisme) rencontrés éclairent d'un regard situé, historique et critique les mutations urbaines, ainsi que les avancées auxquelles ils ont contribué et les difficultés qu'ils ont rencontrés.



Les Rencontres POPSU sont organisées régulièrement à l'échelle de chacune des plateformes. Elles forment autant de scènes d'échange où les travaux de recherche sont présentés afin d'en discuter des résultats et d'explorer de nouvelles perspectives d'action. À l'échelle nationale, les Ateliers transversaux, les Forums et le Campus annuel permettent de croiser les regards sur les trajectoires urbaines et territoriales en transition.



Les événements POPSU organisés aux échelles nationale et locales mettent en relation et en dialogue les plateformes sur les thématiques liées aux transitions qu'elles partagent. Ils visent à développer la dimension comparative non seulement entre les travaux de recherche, mais également entre les actions développées.



La webserie POPSU réalisée avec l'Agence CAPA parcourt les trajectoires territoriales de transition, à hauteur d'hommes et de femmes et des pratiques ordinaires. Les films proposent un pas de côté par rapport aux travaux amorcés, tout en pointant les questions qui y sont posées.

Toutes ces productions sont accessibles en accès libre sur le site popsu.archi.fr

LES PARTENAIRES

FINANCIERS



La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DREAL)

La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature élabore, anime et évalue les politiques de l'urbanisme, de la construction, du logement, des paysages, de la biodiversité, de l'eau et des substances minérales non énergétiques. Elle s'organise autour de deux directions, appuyées par un service des affaires générales et de la performance, qui œuvrent de façon concomitante pour l'aménagement durable et la qualité de vie dans les territoires :

- la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages ;
- la direction de l'eau et de la biodiversité.

Elle rassemble plus de 590 agents et s'appuie sur environ 15 000 agents en service déconcentrés et sur une soixantaine d'opérateurs dans les différents domaines de son activité.



Le Plan Urbanisme Construction Architecture

Le Plan urbanisme construction architecture est un organisme interministériel créée en 1998 afin de faire progresser les connaissances sur les territoires et les villes et éclairer l'action publique. Il initie des programmes de recherche incitative, de recherche-action, d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'architecture et de la construction.



L'ADEME

Engagée depuis 30 ans dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'énergie et de protection de l'environnement afin d'accélérer la baisse de la consommation d'énergie, développer les énergies renouvelables et réduire les émissions de gaz à effet de serre.



L'Institut pour la Recherche de la Caisse des dépôts

L'Institut pour la Recherche a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégique du groupe Caisse des dépôts. Il intervient de façon transversale à partir de la recherche entre les différents métiers, organise la valorisation des résultats dans le cadre de contributions au débat public, et nourrit enfin la réflexion stratégique interne à partir des nouvelles tendances identifiées dans le secteur de la recherche.



France Urbaine

Association des métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes, France urbaine promeut l'alliance des territoires. L'association est composée de 108 membres, représente 2000 communes de toutes tailles dans lesquelles résident près de 30 millions de Français. Elle éclaire la décision publique sur les principaux sujets qui concernent les territoires urbains et la décentralisation. Elle est présidée par Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole.



La fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)

La FNAU anime le réseau de 50 agences d'urbanisme sur le territoire national. Elle favorise les échanges d'expérience, l'organisation d'événements et de projets collectifs. En lien étroit avec les associations de collectivités et les ministères, elle contribue aux débats sur la ville et les territoires. Elle est présidée par Sonia de la Provôté, sénatrice du Calvados.



La Coordination nationale des Conseils de développement (CNCD)

Amorcée en mars 2002 et confortée en 2003, la Coordination nationale des Conseils de développement est un réseau ouvert à tous les conseils de développement pour faire entendre leur voix. La CNCD mène des réflexions en collaboration avec ses adhérents sur les réformes territoriales, la démocratie locale et la participation citoyenne.



Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité. Depuis sa fondation en 1989, l'association promeut la coopération intercommunale et le dialogue territorial. Elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences nationales...), participe aux débats sur les évolutions de l'organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, développe une expertise spécifique au service de ses adhérents. Elle est présidée par Sébastien Martin, président du Grand Chalons.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

POPSU TRANSITIONS

LES RESPONSABLES SCIENTIFIQUES NATIONAUX



Marie-Christine Jaillet
Directrice de recherche émérite CNRS, coordinatrice du collège des responsables scientifiques nationaux



Sabine Barles
Professeure en aménagement et urbanisme, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Géographie-Cités



Xavier Desjardins
Professeur en aménagement et urbanisme, Sorbonne Université, Médiations



Renaud Le Goix
Professeur en aménagement et urbanisme, Université Paris Cité, Géographie-Cités



Magali Talandier
Professeure en aménagement et urbanisme, Université Grenoble Alpes, PACTE



Gilles Pinson
Professeur en science politique, Sciences Po Bordeaux, Centre Emile Durkheim

LES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES



Jean-Marc Offner
Président du Conseil stratégique de POPSU



Marie Attinault
Consultante +2



Jérôme Baratier
Directeur général adjoint Fabrique de la ville écologique et solidaire, Nantes Métropole



Benoit Laignel
Professeur en Géosciences, Université Rouen Normandie, Co-président du GIEC normand



Catherine Maumi
Professeure en histoire de l'architecture, ENSA Paris La Villette



Emmanuel Rouède
Directeur général des services, ville de Grenoble



Michel Vayssié
Directeur général des services, Bordeaux Métropole



LES COLLECTIVITÉS PARTENAIRES



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Baptiste Marie

RÉDACTION

Marie-Christine Jaillet, Guillaume Lacroix,
Nicolas Maisetti

CONCEPTION GRAPHIQUE

Figures Libres / Maud Boyer, Chloé Listrat

CARTOGRAPHIE PAGE 6

Arthur Beaubois-Jude

CRÉDITS PHOTOS

Marcella Barbieri, GIP EPAU

IMPRESSION

Janvier 2025

L'EUROPE DES PROJETS ARCHITECTURAUX ET URBAINS (EPAU)

Jean-Baptiste Marie, directeur général

Julien Moulard, directeur général adjoint

Sacha Dalis, secrétaire général

PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES (POPSU)

POPSU Transitions

Guillaume Lacroix, directeur du programme

Responsables scientifiques :

- **Marie-Christine Jaillet**, CNRS-LISST, coordinatrice
- **Sabine Barles**, Université Paris 1, Géographie-Cités
- **Xavier Desjardins**, Sorbonne Université, Médiations,
- **Renaud Le Coix**, Université Paris Cité, Géographie-Cités
- **Gilles Pinson**, Sciences Po. Bordeaux, Centre Emile Durkheim
- **Magali Talandier**, Université Grenoble-Alpes, PACTE

POPSU Territoires

Hélène Reigner, Aix-Marseille Université, responsable scientifique

Hélène Milet, directrice du programme

Pacôme Bertrand, chargée de mission

Florentin Cornée, chargé de mission

+ + + + + + + + + +

CONTACT

Guillaume Lacroix, directeur du programme *POPSU Transitions*

guillaume.lacroix@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 06 60 72 18 28